



**AMBASSADE DE FRANCE EN AZERBAÏDJAN  
SERVICE ECONOMIQUE  
AZERBAÏDJAN ET TURKMENISTAN**

*Rédacteur : Maxime Jebali, adjoint au chef service, conseiller développement durable. Revu et complété par l'ambassadeur à Achgabat.*

*Juillet 2018.*

**Présentation du projet de gazoduc « TAPI » (Turkménistan – Afghanistan – Pakistan – Inde »)**

Un pays gazier majeur, mais enclavé et dépendant

Le Turkménistan est un vaste pays comptant des réserves en hydrocarbures constituées majoritairement de gaz (70,7%). Il dispose des **4èmes réserves mondiales de gaz** avec 9,4 % des réserves prouvées mondiales derrière l'Iran, la Russie et le Qatar (selon le dernier rapport BP de juin 2017, données 2016). Selon les estimations gouvernementales les réserves de gaz sont évaluées à 71,2 Mds t équivalents pétrole, dont 53 Mds sont situées « on shore ».

Le pays possède le deuxième plus grand gisement gazier du monde par ses réserves, Galkynysh, situé à l'ouest. Ce dernier est entré en production en septembre 2013, avec l'appui technique et financier de la Chine (société CNPC ; prêt chinois de 4,1 Mds USD). Une seconde phase de développement est engagée depuis mai 2014, mais elle a été gelée par la CNPC à l'automne 2016. Au total 7 phases de développement sont envisagées sur ce champ.

Le secteur des hydrocarbures est ouvert aux entreprises internationales essentiellement à travers l'attribution de licences d'exploration / production par l'Etat turkmène et le plus fréquemment sur la base de négociation directes. Les contrats les plus répandus sont établis selon le principe du partage de production. Cependant la politique des autorités est de limiter les contrats de partage de production à l'activité offshore. A ce stade il n'existe que 3 contrats de partage de production en champs à terre : Nebit Dag (le britannique Burren / l'italien ENI), Khazar (l'autrichien Mitro / la compagnie nationale Turkmenneft), Bagtyyarlyk (le chinois CNPC). Il y a 32 blocs offshore en proposition et aucun gisement onshore. Les exploitants offshore sont l'émiratie Dragon Oil, le malaisien Petronas, Eni et la compagnie pétrolière nationale Turkmennebit.

La production gazière s'est élevée à 66,8 Mds m<sup>3</sup> en 2016 (69,6 Mds m<sup>3</sup> en 2015) – données BP.

Fortement dépendante des hydrocarbures représentant près de 92% des exportations, l'économie du pays continue à subir de plein fouet la baisse du prix international du baril de pétrole. **Le pays a en**

**parallèle dû faire face à l'arrêt brutal de ses livraisons de gaz naturel à la Russie et l'Iran<sup>1</sup>, en raison de contentieux portant sur les modalités d'exécutions des contrats.**

Le Turkménistan exporte toutefois depuis 2010 son gaz naturel vers la Chine, grâce à la mise en service d'un gazoduc transcontinental de 770 km de long et d'une capacité de 30 Mds m<sup>3</sup>/an reliant les deux pays. **La Chine est ainsi depuis 2017 l'unique client du gaz turkmène (28 Mds m<sup>3</sup> exportés en 2016, 33,5 Mds en 2017).** Rappelons que le Chine est aujourd'hui le premier importateur mondial de gaz naturel au monde, dont la consommation en propre (+15% en 2017 selon le dernier rapport de l'AIE) croît de manière considérable au-dessus de la moyenne internationale.

Quant aux importations du Turkménistan, ces dernières sont dominées par les biens d'équipement et le matériel de transport. Les principaux fournisseurs du Turkménistan sont la Turquie, la Chine et les Emirats arabes unis.

Devenu dépendant de la Chine pour ses exportations de gaz naturel, le Turkménistan doit rapidement trouver des débouchés supplémentaires pour diversifier son commerce extérieur.

A la recherche de débouchés vers le sud, avec un projet congruent avec les intérêts stratégiques états-uniens

Le projet de construction d'un gazoduc vers l'Inde à travers l'Afghanistan et le Pakistan (TAPI), reliant sur 1814 km le gisement géant de Galkynysh au Turkménistan (214 km) à l'Inde à Fazilka par l'Afghanistan (773 km via Herat et Kandahar) et le Pakistan (827 km par Quetta et Multan) répond à cet objectif de diversification des clients du gaz turkmène. Au-delà de ces considérations économiques, **le concept même du projet a été promu dès les années 1990, avec le relais efficace des compagnies pétrolières américaines (UNOCAL...) par une administration américaine** soucieuse de consolider son influence géopolitique dans une zone stratégique surplombant la Chine, la Russie, l'Inde et le Pakistan. En particulier, un tel corridor a vocation à renforcer l'intégration régionale et à apaiser ainsi les tensions dans la zone, notamment entre les deux grands frères « ennemis », le Pakistan et l'Inde... En outre **TAPI doit contribuer à la stabilisation de l'Afghanistan et offrir d'importantes perspectives économiques liées notamment au potentiel du marché indien.**

Dans ce contexte géopolitique, les autorités turkmènes ont entrepris dans les années 2000 des démarches diplomatiques suivies auprès de leurs voisins, et notamment de l'Inde. Ainsi, un accord cadre intergouvernemental de constitution a été signé en décembre 2010 et les contrats d'achat/vente ont déjà été conclus (mai 2012) entre les quatre pays.

#### *Caractéristiques techniques*

Le gaz proviendra du champ on-shore de Galkynysh-Yashlar, en production depuis 2013.

La société Tapi Pipeline Company Ltd (TPCL) a été officiellement constituée fin 2015. Son actionariat est réparti entre les compagnies gazières de chacun des 4 pays impliqués : Turkmengaz (85%) Afghan Gas Enterprise (5%) Inter State Gas Systems (Pakistan - 5%) et GAIL (Inde-5%).

---

<sup>1</sup> Interruption des livraisons à l'Iran en janvier 2017, en raison d'un important impayé (plusieurs milliards de dollars). Arrêt des approvisionnements en gaz turkmène par GAZPROM début 2016.

TPCL est chargée de construire le gazoduc, de le faire fonctionner et en sera propriétaire sur la base d'un contrat de 20 à 30 ans. Elle bénéficie des conseils de la Banque Asiatique de développement. Le coût estimatif de la construction est de 10 Mds USD.

Le diamètre du pipeline sera de 1420 millimètres. La capacité du gazoduc sera de 33 milliards de m<sup>3</sup> par an dont 3 seront fournis à l'Afghanistan, 15 au Pakistan et 15 à l'Inde. Six stations de compressions seront construites le long du gazoduc.

#### *Avancement du projet*

Le Turkménistan a décidé par décret présidentiel en date du 30 octobre 2015 de lancer la construction du gazoduc TAPI. Le Turkménistan a lancé fin 2015 la construction sur son territoire du tronçon (215 km) allant jusqu'à la frontière avec l'Afghanistan (coût estimatif 2,3 Mds USD). Cette section turkmène ne serait pas complètement achevée à ce jour.

Fin février 2018 ont été inaugurées officiellement :

- la soudure de deux premiers tuyaux de la portion afghane du futur gazoduc TAPI ;
- la levée de câbles de la future ligne électrique TAP 500, destinée à fournir 17000 kw/an d'électricité turkmène au Pakistan ;
- l'enfouissement des premiers mètres de la ligne de fibre optique devant connecter les 4 pays associés dans le projet TAPI ;
- la ligne ferroviaire Serhetabat-Torgundi reliant le Turkménistan à l'Afghanistan, datant de l'époque soviétique mais reconstruite au cours de l'année écoulée.

Les autorités turkmènes assuraient régulièrement que le gazoduc serait entièrement opérationnel fin 2019. Elles disent désormais prévoir de faire entrer en service en 2019 une première phase permettant de livrer du gaz dans le nord de l'Afghanistan (Hérat), grâce à la construction des 150 premiers km du tronçon afghan. Cependant, **le contexte sécuritaire régional, la nature du relief et le montage financier constituent des défis importants à la mise en œuvre de ce projet.**

*Des risques élevés (techniques, financiers, sécuritaires), mais un contexte politique et économique régional favorable*

Des marques d'intérêt de la Banque Asiatique de Développement et de la Banque Islamique de Développement avaient été régulièrement exprimées en 2016. L'intérêt de cette dernière pourrait faciliter notamment l'arrivée de financements en provenance du Qatar, des EAU, du Koweït et d'Arabie saoudite. La Banque Asiatique de Développement recommande un financement par l'emprunt à hauteur de 60%. Aussi le Turkménistan a-t-il recherché activement des investisseurs internationaux et sollicité diverses agences de crédit à l'export. Néanmoins **le financement du projet TAPI est loin d'être assuré à ce jour, les difficultés budgétaires du principal Etat investi dans ce projet complexe et les interrogations persistantes des deux pays de destination finale du gaz turkmène face au risque sécuritaire en Afghanistan (activités de nombreux groupes armés et notamment des Talibans) pesant sur le tour-de-table à réunir.**

Pour pouvoir alimenter le TAPI, le Turkménistan poursuit avec notamment les Japonais (consortium JGC-Itochu-Mitsubishi) et les Coréens (consortium Hyundai-Petrofac) les consultations pour la 3<sup>ème</sup> phase de développement du gisement de Galkynish, qui vise une production en 2019 de 33 Mds m<sup>3</sup> gaz par an.

**Le Turkménistan s'évertue également à rechercher de plus larges soutiens politiques dans la région.** Ainsi, le président ouzbek a récemment indiqué l'intérêt de son pays à participer au projet de gazoduc TAPI, selon des modalités à préciser. Le président ouzbek souhaite contribuer à la stabilisation de son voisin afghan par l'intégration économique, autant qu'au désenclavement de son propre pays, animé aujourd'hui d'une vigoureuse dynamique de réformes, notamment économiques.

Enfin, la récente résolution du CSNU 2405 (2018) prolongeant le mandat de l'organe onusien UNAMA (« *United Nations Assistance Mission in Afghanistan* ») a exprimé le soutien de l'ONU au projet de gazoduc TAPI.

En tout état de cause, la part du Turkménistan dans le consortium TAPI reste élevée au regard des capacités financières du pays, aujourd'hui obérées notamment par de nombreuses dettes intérieures à court terme, ainsi que des retombées économiques prévisibles<sup>2</sup> du projet dans les autres pays partenaires, comme le Pakistan, qui a connu sa croissance économique la plus élevée depuis neuf ans en 2017 (5.2%). Rappelons à cet égard que, bien conscients de leurs intérêts communs, le Pakistan et le Turkménistan avaient signé dès 1995 un mémorandum pour ce projet.

Dans ces conditions **il est irréaliste d'envisager une mise en service du projet dans les deux prochaines années.** En revanche les avancées politiques de ces dernières années – et alors que le projet de gazoduc transcaspian à l'ouest semble toujours demeurer lettre morte, ainsi que le caractère hautement stratégique du projet pour le Turkménistan et l'approvisionnement en gaz de l'Asie du Sud augurent de **développements progressifs pour le montage financier et la gestion des risques du projet**, avec notamment l'apport d'une forte expertise des institutions internationales et notamment de la Banque Asiatique de Développement et des marques d'intérêts probables de nouveaux bailleurs, susceptibles de militer pour un redimensionnement technique voire un phasage géographique du projet.

---

<sup>2</sup> Outre les fournitures de gaz, le projet génèrera des emplois locaux, des droits de transit (acquittés par l'Inde), et sera accompagné de mesures de développement local ainsi que des projets d'infrastructure suscités.

Carte du TAPI

### TAPI NATURAL GAS PIPELINE

FIG. 1



Source: Canadian Centre for Policy Alternatives